

affectait à cette fin \$300,000 pour chacune des années se terminant le 31 mars 1962, 1963 et 1964. On a décidé, dès la mise en œuvre du programme, que le Canada s'efforcera surtout de fournir à l'Afrique des professeurs canadiens. Dans l'année terminée le 31 mars 1965, l'aide a été sensiblement accrue et une allocation de quatre millions de dollars a été prévue pour la mise au point d'un programme d'assistance-capital de même que pour l'expansion de l'aide technique. Au cours de cette année-là, 67 instituteurs ont enseigné dans l'Afrique francophone et 54 étudiants recevaient une formation au Canada. Des études préliminaires ont été entreprises en vue de la construction de ponts et d'aménagements hydro-électriques et une enquête sur l'enseignement agricole en six pays est en marche. Des mesures ont été prises pour aider la République de Guinée à réaliser son programme d'amélioration de routes en lui fournissant du matériel lourd. Une série de films éducatifs a été offerte au Cameroun, à la République centrafricaine, au Tchad, au Congo, au Dahomey, au Maroc, au Niger, au Togo et à la Haute-Volta. Une contribution de \$500,000 a été versée au Fonds des Nations Unies pour les civils du Congo (Léopoldville).

Au cours de l'année financière 1965-1966, le Canada a affecté \$7,500,000 à cette aide, dont \$5,500,000 en subventions et \$2,000,000 en prêts pour le développement. Dans le domaine de l'enseignement, il y avait 155 professeurs en service dans 16 États africains d'expression française et 97 stagiaires africains au Canada. On a fourni de l'assistance-capital et de l'aide technique à l'Université du Rwanda, du papier pour l'impression de manuels scolaires au Cameroun, au Congo (Léopoldville) et à la Guinée, des unités mobiles de cinématographie et des films à la Guinée et au Gabon; et on a pris des mesures pour participer à un programme d'amélioration du bétail au Cameroun et à un levé cadastral au Maroc. Comme par le passé, on a accordé une subvention de \$500,000 au Fonds des Nations Unies pour les civils du Congo (Léopoldville).

**Programme d'aide à l'Amérique latine.**—Un programme canadien bilatéral d'aide à l'Amérique latine a pris naissance en décembre 1964, lorsque le gouvernement canadien a conclu une entente avec la Banque interaméricaine pour le développement (BID) en vertu de laquelle le Canada affectait \$10,000,000 à des caisses de prêts pour le développement, destinés surtout à la réalisation de projets hautement prioritaires dans les domaines de l'économie, de la technique et de l'éducation. Cette première affectation de fonds a été augmentée d'un autre \$10,000,000 en septembre 1965, également à titre de prêts de développement.

Selon les termes de l'accord, la Banque étudie les demandes de prêts pour des projets et choisit celles qu'elle croit que le gouvernement canadien devrait approuver. Au milieu de 1966, deux prêts canadiens pour le développement totalisant \$4,500,000 avaient été consentis. La commission portuaire d'Acajutla, l'un des ports les plus importants de la République centraméricaine de Salvador, sur la côte du Pacifique, a reçu un prêt de développement sans intérêt de \$3,240,000 afin d'améliorer et d'agrandir les installations portuaires, et des prêts canadiens pour le développement totalisant \$1,260,000 ont été accordés à la République de l'Équateur pour un relevé des ressources d'une superficie de 13,000 milles carrés de terres arables et de forêts de la vallée de la rivière Guayas dans ce pays.

**Collaboration avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées et participation à d'autres programmes internationaux d'assistance.**—En plus d'une contribution annuelle au Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies, le Canada organise aussi des programmes de formation à l'intention des particuliers qui viennent étudier sous les auspices des différentes institutions spécialisées. Il offre aussi le même service à l'Administration de collaboration internationale des États-Unis dans le cadre de son programme d'assistance technique, ainsi qu'à d'autres organismes internationaux d'assistance. Jusqu'au 31 mars 1965, plus de 2,000 personnes, de plus de 100 pays, sont venues au Canada sous les auspices de ces diverses institutions. Le Canada aide aussi en recrutant des Canadiens pour servir les institutions spécialisées dans le cadre de projets déterminés d'assistance technique dans les pays sous-développés.